

Mutations des politiques industrielles : quel choix pour l'émergence d'une industrie compétitive au Maroc ?

Changes in industrial policies: what policy for a competitive industry in Morocco?

Aicha LAMSADDAR, (Doctorante)

*Laboratoire de Recherche Régulation économique et intelligence stratégique (REIS)
Faculté des Sciences Juridiques, Economique et Sociales Mohammedia,
Université Hassan II, Casablanca, Maroc.*

Aziz OUIA, (Professeur d'enseignement supérieur)

*Laboratoire de Recherche Régulation économique et intelligence stratégique (REIS)
Faculté des Sciences Juridiques, Economique et Sociales Mohammedia,
Université Hassan II, Casablanca, Maroc.*

| | |
|-------------------------------------|---|
| Adresse de correspondance : | Faculté des Sciences Juridiques, Economique et Sociales Université Hassan II Maroc (Mohammedia) 05 23 31 46 82. |
| Déclaration de divulgation : | Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. |
| Conflit d'intérêts : | Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts. |
| Citer cet article | LAMSADDAR, A., & OUIA, A. (2023). Mutations des politiques industrielles : quel choix pour l'émergence d'une industrie compétitive au Maroc ?. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-1), 254-269. https://doi.org/10.5281/zenodo.10396929 |
| Licence | Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND |

Received: November 14, 2023

Accepted: December 15, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 6-1 (2023)

Mutations des politiques industrielles : quel choix pour l'émergence d'une industrie compétitive au Maroc ?

Résumé :

Le Maroc et depuis son indépendance avaient toujours placé l'industrie au cœur de ses politiques publiques comme un moteur de croissance qui va lui permettre d'atteindre ses objectifs économiques et les changements structurels tracés. Dans ce sens l'état a alterné différentes politiques industrielles (substitution aux importations (1960-1979), la politique de promotion des exportations (1980-2004) et la nouvelle politique des Métiers Mondiaux du Maroc (2005-2020)) dans une tentative de trouver le meilleur modèle industriel adéquat avec les atouts et les orientations générales du pays. Le présent article a pour objectif d'analyser la performance de l'industrie marocaine à l'ère des différents politiques suivis, il passe tout d'abord en revue la littérature de la politique industrielle et son cadre conceptuel puis présente des analyses documentaire et empirique du secteur industriel. L'analyse documentaire de l'industrie marocaine a l'ère des premières politiques adoptées entre 1960 et 2005, montre que malgré que cette période avait marqué la mise en place des assises de l'industrie marocaine l'apparition progressive des entraves internes et externes a remis en cause le choix politique et mis l'accent sur l'incapacité de ces politiques de réaliser le changement attendu, L'analyse chiffrée de la compétitivité de l'industrie avec les nouvelles approches sur la période 2005-2020 montre que les plans lancés dans ce cadre ont créé une dynamique qui a amélioré l'attractivité du pays et développé certains métiers, notamment l'automobile et l'aéronautique ce qui s'est traduit par une croissance positive des indicateurs de compétitivité du secteur, sans pour autant induire les changements structurels et l'essor attendus.

Mots clés : industrialisation, politique industrielle, ouverture économique, compétitivité, chaîne de valeur.

Classification JEL : F6, F23, H11, H3, H13 L50, L52, L98, O23, O24, O25

Type de l'article : Article théorique

Abstract:

Since its independence, Morocco has always placed industry at the top of its public policies, as the best way to achieve its economic objectives and structural changes. In this sense, the government has alternated different industrial policies (import substitution (1960-1979), export promotion (1980-2004) and the new policy (2005-2020)) in an attempt to find the best industrial model which respond to the country's general orientations and enhances its competitive edge. The aim of this article is to analyze the performance of Moroccan industry in the era of this various policies followed. It first reviews the literature of industrial policy, then presents documentary and empirical analyses of the industrial sector. The analysis of Moroccan industry in the era of the two first policies adopted between 1960 and 2005, shows that this period marked the establishment of the foundations of Moroccan industry, but the appearance of internal and external obstacles highlighted the inability of these policies to achieve the expected change, the empirical analysis of industrial competitiveness using the new approaches over the 2005-2020 period shows that the plans have created a dynamic that has improved the country's attractiveness and developed certain sectors, notably the automotive and aeronautical ones. This has resulted in positive growth in the sector's competitiveness indicators, without however inducing the expected structural changes and growth.

Keywords: Industrial Policy, Competitiveness, industrialization, value chain, open economy.

JEL Classification: F6, F23, H11, H3, H13 L50, L52, L98, O23, O24, O25

Paper type: Theoretical research

1. Introduction

Le développement d'une industrie forte et compétitive est devenu de nos jours la préoccupation principale de tout pays développé ou en développement, compte tenu du rôle indispensable que joue ce secteur dans la transformation structurelle et la croissance économique des pays, comme l'a bien indiqué Jean-Luc Gaffard (2012), « aucun pays ne peut imaginer rester sur la trajectoire de croissance s'il perd son industrie ». Cette tendance n'est pas nouvelle en fait c'est à partir de la fin des années 30 que le secteur agricole avait cédé sa place au secteur industriel qui depuis s'accapare de la grande part des échanges mondiaux (65% des échanges mondiaux en 2014 sont des produits manufacturés), commençant en premier temps dans les pays développés qui se précipitaient à développer leurs industries et se positionner, pour se généraliser graduellement après dans le reste du monde. Le rôle de l'état dans ce processus d'industrialisation a été toujours sujet de polémique entre partisans et contredisante quoique l'histoire de l'industrie dans le monde, notamment l'expérience de l'Europe et l'Asie ne laissent aucun doute sur le rôle des politiques industrielles dans la performance et la compétitivité des industries.

Le Maroc à l'instar des autres pays en développement avait placé depuis son indépendance l'industrialisation au cœur des choix de développement économique, dans l'espoir de faire du secteur industriel un moteur de croissance, de création de richesse et d'emploi et également un moyen pour intégrer l'économie nationale dans l'économie mondiale et concrétiser son choix stratégique d'ouverture. Dans ce sens et dans l'objectif d'améliorer la compétitivité industrielle nationale, l'état a multiplié au fil du temps des politiques industrielles ciblées et volontaristes en fonction de la conjoncture économique et politique du pays dans chacune des périodes, débutant par la politique de substitution aux importations, passant par la politique de promotion des exportations arrivant aux nouvelles approches des métiers mondiaux du Maroc. Les deux premières politiques suivies sur la période 1960-2005 ont permis l'émergence des principaux secteurs industriels et de mettre en place les assises d'une industrie relativement saine et endogène, quoique malgré les acquis réalisés, les politiques suivies jusqu'à l'an 2005 n'ont pas réussi à mobiliser le potentiel compétitif entier du pays et réaliser un réel décollage pour l'industrie marocaine. C'est alors qu'en 2005 que l'état a lancé le « Plan Émergence » et le Pacte National pour l'Émergence Industrielle 2009-2015 (PNEI) en 2009, qui vont être complétés par le plan d'accélération industrielle en 2014 dans la nouvelle approche dite « des métiers mondiaux du Maroc » dont l'objectif est de promouvoir la compétitivité du secteur industriel, atteindre les changements structurels attendus et répondre aux exigences de son choix d'ouverture. Le pays a-t-il réussi à atteindre les objectifs tracés pour son industrie avec cette nouvelle politique, autrement dit après plus de soixante ans le Maroc a-t-il réussi à trouver la politique industrielle adéquate pour mobiliser son potentiel compétitif et réaliser la performance industrielle attendue ? Pour répondre à cette question nous allons commencer tout d'abord dans la première section par le cadre conceptuel de la notion de politique industrielle et nous allons passer en revue les principales définitions du concept, puis la deuxième section sera consacrée à une présentation de la trajectoire des choix de politique industrielle entrepris par Maroc depuis son indépendance, et dans la troisième section nous exposons le bilan des différents choix de politique industrielle suivis.

2. Les politiques industrielles : cadre conceptuel

La politique industrielle a été toujours sujet de débat intense entre des approbations et des remises en cause, et ce depuis 1945, sans pour autant qu'il y est un consensus sur la définition de ce terme polémique. Nous présentons dans cette partie les principaux essais des auteurs pour définir la politique industrielle.

Tableau 1 : Définition de la politique industrielle

| Auteurs (Date) | Essai de définition |
|---------------------------------|---|
| (MORVAN, (1980), | « Un ensemble d'orientations coordonnées par les pouvoirs publics visant à agir sur les conditions de détermination des attitudes des agents (et/ou sur les attitudes elles-mêmes), de façon à atteindre des objectifs considérés comme importants. Ces orientations se distinguent des mesures traditionnelles (politique monétaire, politique fiscale) qui pèsent sur les évolutions macro-économiques » |
| (BELLON, (1986), | « L'ensemble des mesures financières et non financières prises par la puissance publique pour accroître la compétitivité des activités industrielles nationales ou effectuées sur le territoire national » Ces mesures sont prises, selon le même auteur, en dehors des lois du marché dans le but d'accroître son efficacité ou d'en contrebalancer les effets. BELLON considère la P.I comme « un terme générique qui englobe les actes techniques spécifiques autant qu'une attitude, un mode de comportement qui modèle les relations entre partenaires industriels et gouvernement » |
| Graham O. L. (1994) | « La politique industrielle désigne l'effort déclaré, officiel et total d'une nation pour influencer le développement sectoriel et, par conséquent, le portefeuille industriel national » |
| B.BELLON et J. NIOSI (1995) | « La politique industrielle matérialise l'ensemble des actions publiques ayant pour objectif d'agir directement ou indirectement sur la création, le développement et la diffusion de la production industrielle et de générer à long terme des avantages construits dans le cadre des mécanismes du marché , Ces actions peuvent être plus ou moins explicites et sélectives, avec ou sans accompagnement financier, mais elles sont d'abord déterminées par leur capacité à éditer les règles d'organisation et de comportements permettant des formes de coopération stratégique explicite ou implicite. » |
| RAINELLI (1998) | «Des pratiques multiformes, d'existence ancienne, mais qui se sont développées et modifiées dans les deux dernières décennies ». |
| E Cohen et J. H. Lorenzi (2000) | « La politique industrielle stricto sensu est une politique sectorielle, elle vise à promouvoir des secteurs qui, pour des raisons d'indépendance nationale, d'autonomie technologique, de faillite de l'initiative privée, de déclin d'activités traditionnelles, d'équilibre territorial ou politique méritent une intervention. » |
| Pack (2000) | la politique industrielle comme regroupent l'ensemble des actions ciblant des secteurs spécifiques pour accroître leur productivité et leur importance relative au sein du secteur manufacturier » |
| Rodrik D. (2004) | " Des politiques de restructuration en faveur d'activités plus dynamiques en général, qu'elles soient situées dans l'industrie ou dans l'industrie manufacturière proprement dite. " |
| Pack H. et Saggi K. (2006) | " La politique industrielle est fondamentalement tout type d'intervention sélective ou de politique gouvernementale qui tente de modifier la structure sectorielle de la production vers des secteurs qui sont censés offrir de meilleures perspectives de croissance économique qu'en l'absence d'une telle intervention, c'est-à-dire à l'équilibre du marché. " |
| Thibault G. (2008) | « La politique industrielle est un programme d'actions coordonnées des pouvoirs publics visant à agir sur l'évolution de l'industrie nationale en vue d'assurer le dynamisme économique et industriel, la cohésion sociale et territoriale, l'indépendance nationale et le rayonnement international du |

| | |
|--|---|
| | pays. Elle comporte un volet défensif, de régulation de marché et d'accompagnement des restructurations, et un volet offensif, de stratégie et de promotion de l'industrie. Elle inclut des mesures sectorielles de soutien aux secteurs jugés stratégiques et des mesures horizontales agissant sur l'ensemble de l'environnement économique. » |
| Rodrik (2008), | « La politique industrielle est un ensemble de mesures interventionnistes des pouvoirs publics qui visent à développer certaines activités économiques et à promouvoir le changement structurel. Cependant, les approches reposant sur un modèle centralisé où l'État détermine les technologies, les secteurs et souvent les entreprises stratégiques où il doit intervenir (« picking the winners ») sont aujourd'hui plutôt dépassées ». |
| Piveteau A. et Rougier É. (2011), | « Un ensemble d'interventions publiques, sélectives ou globales, prenant en charge ou favorisant les investissements dans des activités ou domaines socialement désirables, et contribuant, de ce fait, à accélérer la transformation structurelle et le rattrapage technologique. » |
| Warwick K. (2013) | « La politique industrielle est tout type d'intervention ou de politique gouvernementale qui tente d'améliorer l'environnement des entreprises ou de modifier la structure de l'activité économique l'activité économique vers des secteurs, des technologies ou des tâches qui devraient qui devraient offrir de meilleures perspectives de croissance économique ou de bien-être qu'en l'absence d'une telle intervention. » |
| Fontagné L. Mohnen P. et Wolff G. (2014) | « Dans une économie soumise à un environnement évolutif et très concurrentiel, la politique publique en faveur de l'industrie (au sens large) consiste à favoriser les restructurations et le dynamisme technologique. » |
| LECTARD, P, Piveteau, A (2015). | « toute intervention qui déplace les incitations loin de la neutralité politique » |
| Barwick P. J., Kalouptsi M. et Zahur N.B. (2019) | « les politiques qui façonnent la structure industrielle d'un pays ou d'une région en promouvant ou en limitant certaines industries ou certains secteurs » |
| Lane (2020) | « les actions politiques visant à modifier intentionnellement la structure industrielle d'une économie » |

Source : Auteurs

L'examen des différentes définitions proposées par la littérature académique montre qu'il n'existe pas de définition universelle de la politique industrielle, mais malgré le désaccord des auteurs sur quelques aspects, d'autres reviennent presque dans toutes les définitions, donc nous pouvons retenir comme définition pour la politique industrielle : l'ensemble de mesures et actions pratiquées par les pouvoirs publics dans l'objectif et d'améliorer la performance du secteur industriel. À ne pas confondre avec l'amélioration de la productivité uniquement, la performance au sens global et multidimensionnel peut regrouper une multitude d'objectifs qui varie en fonction du niveau d'industrialisation du pays. Si la politique industrielle dans les pays en voie de développement est confondue avec la politique d'industrialisation dans une approche de rattrapage, pour les pays développés, la politique industrielle est plutôt un outil pour la promotion de nouveaux secteurs, produits ou technologies (Ambroziak A. 2017).

3. La trajectoire des politiques industrielles au Maroc

L'industrie a toujours été au cœur des choix stratégiques du Maroc, compte tenu de son rôle indispensable dans tout processus de développement et son impact direct sur la croissance et l'efficacité économique. Dans une tentative de bâtir les assises d'une industrie forte, endogène et autonome, l'état a alterné depuis son indépendance différentes politiques industrielles

commençant par la politique de substitution aux importations (1960-1982), passant par la politique de promotion des exportations (1983-2005), arrivant à la politique des métiers mondiaux (2005-2020). Chacun des choix de politique pris a été motivé par des facteurs relevant de la conjoncture économique et politique du pays dans cette période qui conditionnait également la réussite ou l'échec de la politique.

3.1 La politique de substitution aux importations

Le Maroc suivait durant la période du protectorat un modèle de développement agro-minier, basé principalement sur le secteur primaire qui employait plus de 70% de la main-d'œuvre, et une industrie minière modeste qui contribuait avec une part non négligeable dans la production intérieure brute, mais qui était dominée et gérée par des investisseurs français qui décidaient de son avenir. Après son indépendance l'état a misé sur l'industrie dans son modèle de développement pour soutenir la croissance, pour se faire il se trouvait contraint de rompre tout d'abord avec l'ancienne métropole et mettre en place les bases d'une industrie indépendante. Le premier choix en matière de politique industrielle fut l'industrialisation par substitution aux importations, cette politique avait pour objectif de développer une industrie nationale capable de satisfaire la demande locale et limiter par conséquent sa dépendance vers l'extérieur en réduisant les importations, cette politique repose sur deux actions de base : la protection et le soutien des producteurs locaux. La mise en place de ce choix stratégique peut se faire suivant deux méthodes de l'amont vers l'aval (via les industries de base)¹ ou de l'aval vers l'amont (via l'industrie légère)², le Maroc a opté pour la deuxième démarche compte tenu des avantages qu'elle présente (technologie simple, ressources naturelles disponibles, faible coût de capital, main-d'œuvre peu qualifiée) après son échec dans la première démarche. La mise en place d'une industrie de base nécessite des investissements importants principalement financés par l'état dans l'absence d'investisseur privé, ce lourd fardeau sur le budget de l'état l'a poussé à replacer l'industrie en troisième position dans les plans 1965-1967 et 1968-1972 après l'agriculture et le tourisme et se diriger vers les industries légères de transformation. Les pouvoirs publics ont multiplié les efforts (facilités et avantages d'accès au foncier, financement et autorisations) pour promouvoir l'investissement privé et compenser le départ des investisseurs étrangers et la déficience des investissements publics, jusqu'aux années soixante-dix ou l'état a repris son rôle d'investisseur dans l'industrie nationale en se servant en premier temps de la flambée des recettes du phosphate puis de l'endettement après la chute des prix qu'a connu l'activité du phosphate. À la fin des années soixante-dix, la politique de substitution aux importations a été remise en cause, l'état a renoncé aux perspectives industrielles ambitieuses, notamment celle programmées dans le plan 1981-1985 et s'est concentré sur la stabilisation des équilibres macroéconomiques intérieurs et extérieurs à travers le plan de transition 1978-1980.

3.2 La politique de promotion des exportations

Au début des années 80 et face à une conjoncture difficile (choc pétrolier, baisse du prix de phosphate, crise de l'endettement.) le Maroc était contraint d'abandonner la politique de substitution aux importations qui a prouvé jusqu'au bout son échec et repenser une nouvelle politique capable de relancer le secteur industriel et réaliser la croissance attendue. Le choix cette fois-ci a été l'ouverture sur l'extérieur à travers une politique de promotion des exportations. L'industrialisation par la promotion des exportations, comme son nom l'indique, consiste à promouvoir les exportations afin de compenser le déficit de la balance commerciale alourdi par les importations et améliorer la productivité et la compétitivité de l'industrie marocaine, au fait ce mode n'est pas nouveau, il existait déjà des activités de valorisation des

¹ Les industries de base fournissent des produits semi-finis destinés aux autres activités industrielles situées en aval.

² Les industries de transformation légère, elles fabriquent des produits finis, soit des biens d'équipement, soit des biens de consommation.

ressources naturelles destinées à l'export, mais dans le cadre de cette nouvelle politique, le Maroc a essayé de profiter de la tendance générale d'ouverture chez les pays industriels et de l'émergence des activités de sous-traitance pour développer une industrie compétitive à l'international. Cette dynamique a créé une certaine compétitivité entre les pays en développement, notamment le Maroc pour décrocher les opportunités adéquates à leurs avantages compétitifs. Le processus d'ouverture au Maroc s'est accéléré avec la signature d'importants accords de libre-échange, notamment l'accord d'association avec l'Union européenne en 1996, puis l'accord de libre-échange arabe (1981) entrée en vigueur en 1998 et une panoplie de conventions et partenariats bilatérales et multilatérales, complété par d'autres initiatives d'ordres juridiques, économiques et institutionnels qu'ont participé dans l'attraction des investissements étrangers, tel le projet de privatisation d'une recette de 62363,54 millions de dirhams sur la période 2093-2004, le projet de la gestion active de la dette publique de 5692 millions de dirhams sur la période 1996-2006, et bien d'autres initiatives d'amélioration du climat d'affaires (abrogation de la loi de la marocanisation en 1993 ..). Cette politique a donné de bons résultats tangibles sur cette période, mais n'a pas réussi à mobiliser le réel potentiel compétitif du secteur pour lui donner l'essor dont il a besoin.

3.3 Les nouvelles approches : la spécialisation dans les métiers mondiaux du Maroc (MMM)

Inspiré du modèle mexicain et de celles de Shenzhen (Hong Kong) et de Kaosong (Corée du Sud); l'état s'est engagé dans une nouvelle approche en termes de politique industrielle qui marque une continuation dans la démarche de l'ouverture sur l'économie mondiale cœur de la politique de promotion des exportations, par la promotion de certains métiers appelés métiers mondiaux du monde (MMM), considérés comme des moteurs de croissance et dont lesquels le pays dispose des avantages compétitifs, avec une philosophie générale de « pousser les gagnants ». Une étude menée par le cabinet Mc Kinsey & Comapny sur la base d'un diagnostic scientifique des forces et faiblesses de l'industrie marocaine et un benchmark de sa compétitivité, a défini les six métiers mondiaux du Maroc : l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, l'offshoring, textile et cuir et agroalimentaire. En 2005 l'état a lancé le plan d'émergence I pour développer ces secteurs industriels. Le plan a été décliné sur trois sous-politiques : une politique fonctionnelle dont l'objectif est de relancer les composantes fonctionnelles de l'industrie (la main d'œuvre, logistique, capital... Etc.), une politique verticale qui est centrée sur les secteurs d'industrie élus comme les métiers mondiaux du Maroc (MMM), et une politique horizontale qui traite les activités transsectorielles impactant l'industrie comme la recherche et développement. Ce plan a été complété en 2009 par la signature d'un contrat programme entre l'état, la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et le Groupement professionnel des banques du Maroc. Puis en 2014 par le lancement du plan d'accélération industrielle (2014-2020) qui capitalise les réalisations du plan d'émergence et le pacte national d'émergence, tout en essayant d'apporter des solutions aux principaux défis rencontrés lors de l'exécution des précédents plans et qui sont les difficultés de financement, l'accès aux fonciers industriels et l'inadéquation entre les compétences humaines et les besoins du marché de travail, le Plan d'accélération industrielle (2014-2020) apporte également une nouveauté sur laquelle il mise pour la relance des secteurs exportateurs et l'intégration des chaînes de valeur mondiales qui est « les écosystèmes ». Le PAI compte aujourd'hui quarante-neuf écosystèmes dans des secteurs stratégiques (l'industrie automobile, l'aéronautique, la chimie et la parachimie, les poids lourds et la carrosserie, les matériaux de construction, l'industrie pharmaceutique puis l'industrie textile et le cuir) sur lesquels il pari pour hisser le niveau des produits exportés et avancer dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), tout en prenant en considération la valorisation des ressources et avantages compétitifs du pays.

4. Analyse de la performance de l'industrie marocaine à la lumière des choix de politique industrielle

Aujourd'hui et après plus de 60 années de travail sévère pour développer une industrie compétitive et un moteur de croissance, et une multitude de politiques industrielles avec des objectifs ambitieux en termes de création d'emploi, productivité et participation au PIB ..etc. l'industrie nationale est passée par plusieurs stades d'évolution entre des réalisations positives et des échecs qui ont servi de leçons.

4.1 Bilan des politiques industrielles sur la période 1960-2005

le Maroc a débuté son processus d'industrialisation avec la politique de substitution aux importations, suivant en premier temps une méthode de l'amont vers l'aval qui priorise le développement de l'industrie lourde, plusieurs activités ont connu un réel essor dans ce cadre, notamment le phosphate ou le Maroc a réussi à se positionner au niveau international comme fournisseur des engrais grâce à l'office chérifien du phosphate, la sidérurgie avec l'installation des laminoirs et d'une aciérie à Jorf Lasfar, et bien d'autres industrie avec la signature des partenariats d'investissements avec de grands producteurs mondiaux : la Société Marocaine de Construction Automobile (SOMACA), la Société des Industries Mécaniques et Electriques de Fès, la Société Nationale d'Électrolyse et de Pétrochimie et de la Cimenterie de l'Oriental, des sucreries (SUNAT, SUCRAFOR, SUNABEL, SUNACAS), et des cimenteries (LAFARG, HOLCIM, ITALCIMENTI). Quoique la lourdeur des investissements que nécessitent ce type d'industries sur la caisse de l'état combinée avec la défaillance du secteur privé et la conjoncture difficile de la période, ont poussé l'état à se diriger vers les industries légères qui requiert moins de ressources. Les mesures incitatives et la protection douanière ont encouragé le secteur privé à investir dans ce type d'industrie, donnant naissance à une industrie légère relativement compétitive et diversifiée. L'état a ciblé les secteurs dont il dispose de plus d'avantages compétitifs : le textile et cuir et l'agroalimentaire qui grâce à l'abondance des ressources naturelles et leur simplicité en termes de technologie et capital ont pu se démarquer et réaliser de bons résultats. Malgré le progrès enregistré, ces deux secteurs ont beaucoup souffert de la libéralisation économique progressive du pays qui a mis l'accent sur la faiblesse des avantages comparatifs (limités au faible cout de la main-d'œuvre et la proximité géographique avec l'Europe, premier fournisseur et client) devant la concurrence des produits importés sur le marché local et international. De manière générale la politique des substitutions a dégagé des résultats positifs sur la période 1958-1969, mais à la fin des années soixante-dix l'industrie nationale a été confrontée à une panoplie d'obstacles dont principalement on trouve : la rareté des investissements privés malgré les efforts incitatifs déployés, l'insuffisance de la production en amont des équipements et biens intermédiaires ce qui a augmenté par conséquent le besoin d'importation et la dépendance de l'industrie vers l'extérieure (le Maroc ne couvrait que 10% de ses besoins en matériel d'équipement et 47% en matériel électrique et électronique) (HCP), la saturation du marché local et la faiblesse de la demande , paneterie des compétences qualifiées, la domination des monopoles publique et la bureaucratie et le clientélisme. (Jaidi 1992). Combinés avec les contraintes extérieures liées à l'ouverture de l'économie marocaine et l'impact de la conjoncture difficile de l'époque ont remis en cause cette politique et ont obligé l'état de revoir une nouvelle politique industrielle d'où l'adoption de la politique de promotion des exportations au début des années 80.

La politique de promotions des exportations avait pour objectif de compenser la carence d'en souffre l'industrie nationale au niveau des industries en amont, le besoin de l'importation et la faiblisse de l'investissement privé en combinant deux actions principales, la protection de l'industrie locale et la promotion des exportations. L'harmonie de cette approche avec le choix

stratégique d'ouverture du pays et la tendance internationale d'externalisation a permis la réalisation des résultats positifs : le produit national brut a augmenté de 4.1% en moyenne durant les années quatre-vingt, les exportations ont augmenté de 143% de 1984 à 1990, la production industrielle est passée de 51321.6 million de dirham en 1980 à 171032 million de dirhams en 1990 soit une croissance de 233% et le déficit commercial a baissé sans disparaître (Ministère de la finance). Mais malgré le progrès enregistré l'industrie n'a pas connu le décollage attendu qui va permettre une transformation structurelle et une croissance soutenue par l'industrie, cet échec peut être expliqué par une panoplie d'entraves comme les politiques publiques (dont entre autres, la surévaluation de la monnaie nationale, le contrôle des taux d'intérêt limitant la capacité de financement des industriels, le faible soutien accordé à l'industrie au détriment d'autres secteurs d'activité économique (agriculture et services) et le protectionnisme commercial excessif (restrictions et licences à l'importation et à l'exportation) (IRES 2014), ajouté aux carences dont souffre le secteur industriel d'un côté et la concurrence accrue à laquelle il est exposé ont entravé son développement et la réalisation des objectifs tracés en termes de part du secteur industriel dans le PIB, création d'emplois et production industrielle.

L'analyse de la performance de l'économie marocaine dans le cadre des deux dernières politiques montre qu'elle a été marquée par de fortes fluctuations, en comparaison avec des pays du même niveau de développement, le taux de croissance du Maroc était très volatile et sur des périodes le moins performantes. Sur la période 1960-1980 les taux de croissance ont été relativement élevés en moyenne annuelle de 6.2% avec une faible fluctuation du PIB, entre 1980 et 1990 la moyenne annuelle du taux de croissance était de 4.2% avec des fluctuations plus importantes du PIB et sur la période 1990 et 2005 le taux de croissance était relativement faible soit une moyenne annuelle de 2.5% et une volatilité plus importante au niveau du PIB (Ministère de la finance). La volatilité du PIB est liée à la vulnérabilité du PIB agricole très dépendant aux aléas climatiques et qui présentait la part importante du PIB et également la faible valeur ajoutée des produits et activités dont est spécialisé le pays. Face à cette situation, l'état se devait de relancer l'industrie pour qu'elles jouent le rôle attendu en termes de relance de l'économie nationale d'où l'adoption de la nouvelle politique industrielle des métiers mondiaux du Maroc.

4.2 Analyse de la compétitivité industrielle dans le cadre des nouvelles approches des métiers mondiaux du Maroc 2005-2020

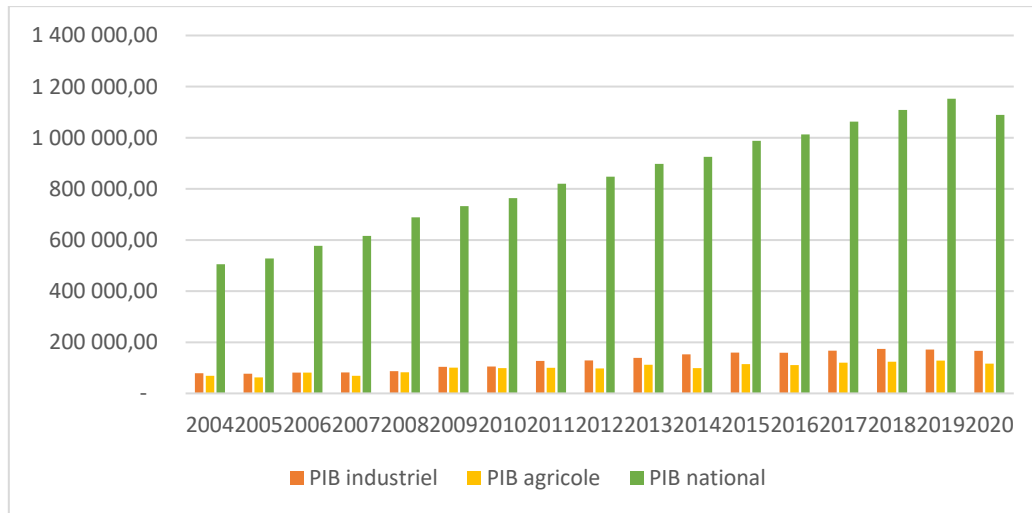
Nous consacrons cette section à l'analyse de la compétitivité industrielle du Maroc sur la période 2005-2020, qui coïncide avec le lancement des nouvelles approches dans le processus d'industrialisation : le plan émergence (2005-2009) pacte national pour l'émergence industrielle (2009-2015) et plan d'accélération industrielle (2014-2020). Nous nous baserons dans cette analyse sur les indicateurs les plus utilisés pour cette finalité dans les évaluations des industries au niveau mondial qui sont : le produit intérieur brut industriel, la production industrielle, la valeur ajoutée industrielle, l'emploi, l'investissement, les investissements directs étrangers et les exportations industrielles. Nous avons collecté les données des bases les plus fiables : haut-commissariat aux comptes, office de change et ministère du Commerce et MIICEN, puis nous les avons transformées sous forme de graphes pour marquer l'évolution des indicateurs.

4.2.1 Produit intérieur brut et produit intérieur brut industriel :

Le PIB national a enregistré une croissance remarquable de 115% sur la période 2004-2019 passant de 505 015 millions de dirhams à 1 089 521 millions de dirhams, l'analyse du PIB par branche montre que le PIB agricole a connu une croissance volatile impactée par les aléas climatiques ; quant au PIB industriel il a enregistré une croissance soutenue tout au long de la

période des nouvelles stratégies (2005-2020) passant de 78 616,00 millions de dirhams en 2004 à 166 382,00 millions de dirhams en 2020 à l'exception des baisses enregistrées en 2009 et 2019 qui peuvent être expliquées par les crises financières et sanitaires .

Figure 1 : Évolution du PIB industriel, PIB agricole et PIB national



Source : HCP, réalisé par l'auteur

La part du PIB agricole a baissé par conséquent au profit du PIB industriel, le produit intérieur brut industriel occupait une part moyenne de 15% du PIB national sur la période de 2004-2020. Avec une croissance relative à partir de 2009 sans atteindre l'objectif tracé dans le plan d'accélération industrielle qui est de 23% du PIB national.

Tableau 2 : Part du PIB industriel dans le PIB national en % sur la période 2004-2020

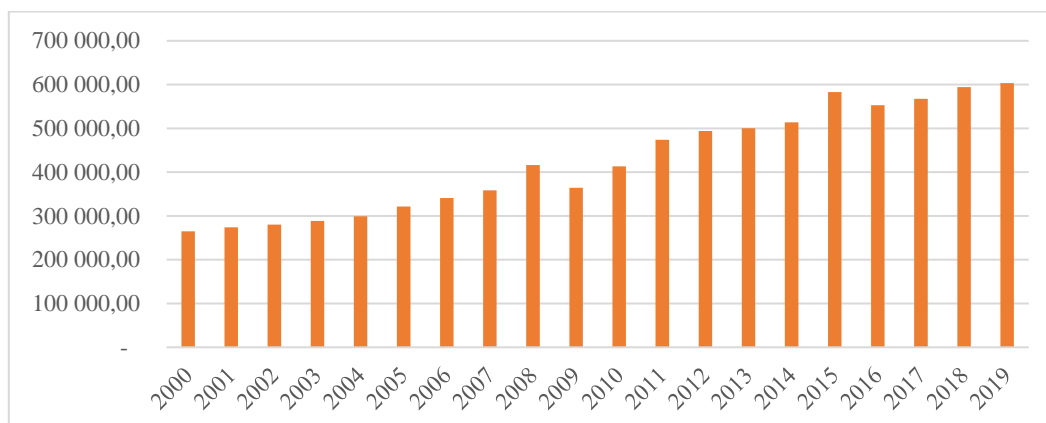
| 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 16% | 15% | 14% | 13% | 13% | 14% | 14% | 15% | 15% | 16% | 16% | 16% | 16% | 16% | 16% | 15% | 15% |

Source : HCP, calcul de l'auteur

4.2.2 La production industrielle :

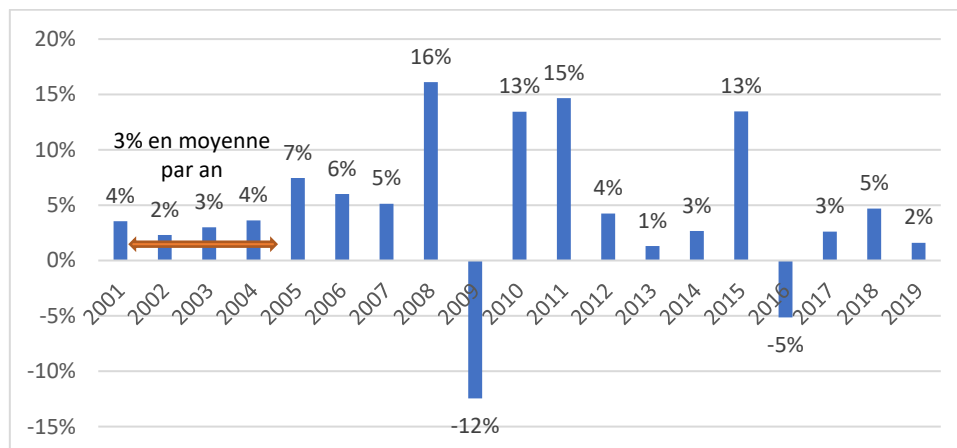
L'analyse de la production des industries manufacturières montre une progression positive et soutenue avec le lancement des nouvelles stratégies passant de 321 608 millions de dirhams en 2005 à 603 609 millions de dirhams en 2019 soit une croissance de 88 %.

Figure 2 : Production industrielle en millions de dirhams 2000-2020



Source : HCP, réalisé par l'auteur

Figure 3 : Évolution de la production industrielle en % 2001-2019



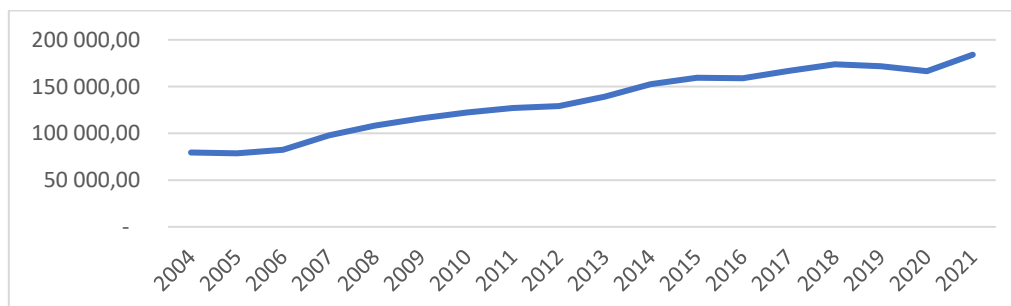
Source : HCP, réalisé par l'auteur

La croissance moyenne de la production industrielle sur la période 1999-2004 était de 3%, mais à partir de 2005 le secteur a enregistré des taux de croissance record (16% en 2008, 15% en 2011 et 13% en 2010 et 2015), mais également des baisses liées aux crises internationales comme celle de 2009 liée à la crise financière et celle de 2019 liée à la crise sanitaire du Covid19.

4.2.3 La valeur ajoutée industrielle :

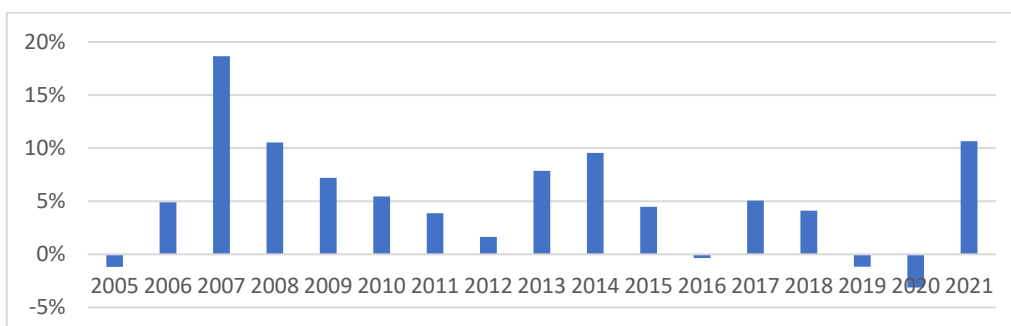
La valeur ajoutée industrielle a connu une croissance soutenue sur la période 2005-2020, passant de 79586 millions de dirhams en 2004 à 184120 millions de dirhams en 2020, avec une évolution annuelle moyenne de 1,5% durant la période 1999-2004.

Figure 4 : Valeur ajoutée de l'industrie de transformation (millions de dhs)



Source : HCP, réalisé par l'auteure

Figure 5 : Évolution de la VA industrielle



Source : HCP, réalisé par l'auteure

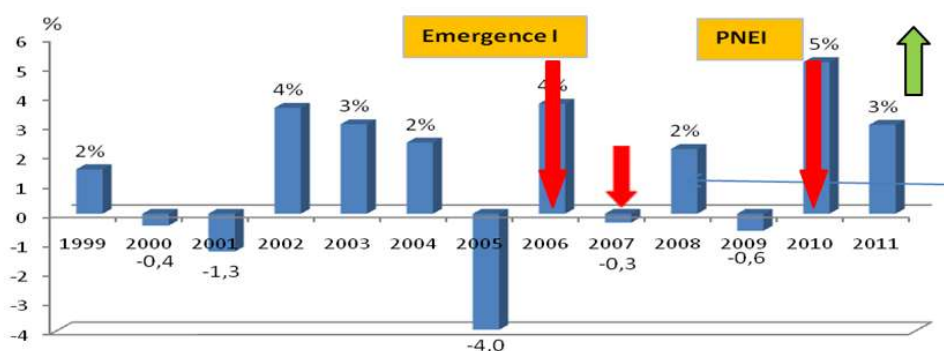
Malgré la tendance haussière générale de la valeur ajoutée industrielle sur la période, le taux de croissance est irrégulier, passant de -1% en 2005 à 19% en 2007 puis à moins de 0% en 2016. Cette instabilité trouve son origine en plus des contraintes et limites auxquelles l'industrie

marocaine est exposée, aux rythmes de croissance différente des secteurs pendant que l'automobile et l'aéronautique connaissent un réel essor d'autres comme les industries chimiques et para-chimiques et les industries électriques et électroniques voient leurs taux de croissance baisser et passer respectivement de 34,5% et 30,4% en 2010 à 4,3% et 1,7% en 2011.

4.2.4 Les emplois créés dans le secteur industriel :

La création d'emploi est l'un des principaux objectifs qui revient dans toutes les politiques industrielles adoptées par le Maroc depuis son indépendance, la dernière n'ont fait pas exception bien aux contraires le capital humain était au cœur des stratégies avec des ambitions importantes de créer 500 000 emplois d'ici l'an 2020.

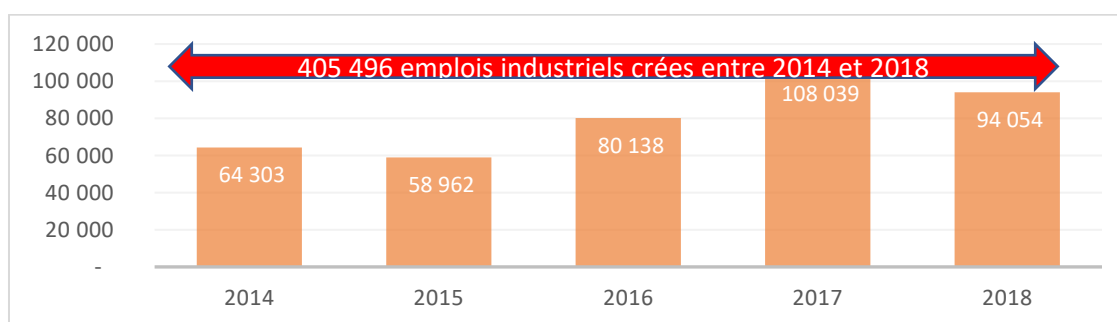
Figure 6 : Évolution annuelle de l'emploi industriel 1999-2011



Source : ministère de la finance

Sur la période 1999-2011, même avec le lancement du plan émergence I et PNEI l'emploi industriel a enregistré une croissance faible et instable d'une moyenne annuelle de 2,2% entre 2005 et 2011 avec la création de 9574 emplois directs par an. Cette évolution peut être expliquée par la perte d'emploi suite au déclin qu'a connu les principaux générateurs d'emploi (50% des industries électriques et électroniques (4.753), 30% de l'industrie agroalimentaire (3.257) et 20% des industries mécaniques et métalliques (2.222)), rattrapé par la création d'emploi dans les secteurs plus dynamiques (l'aéronautique et l'automobile).

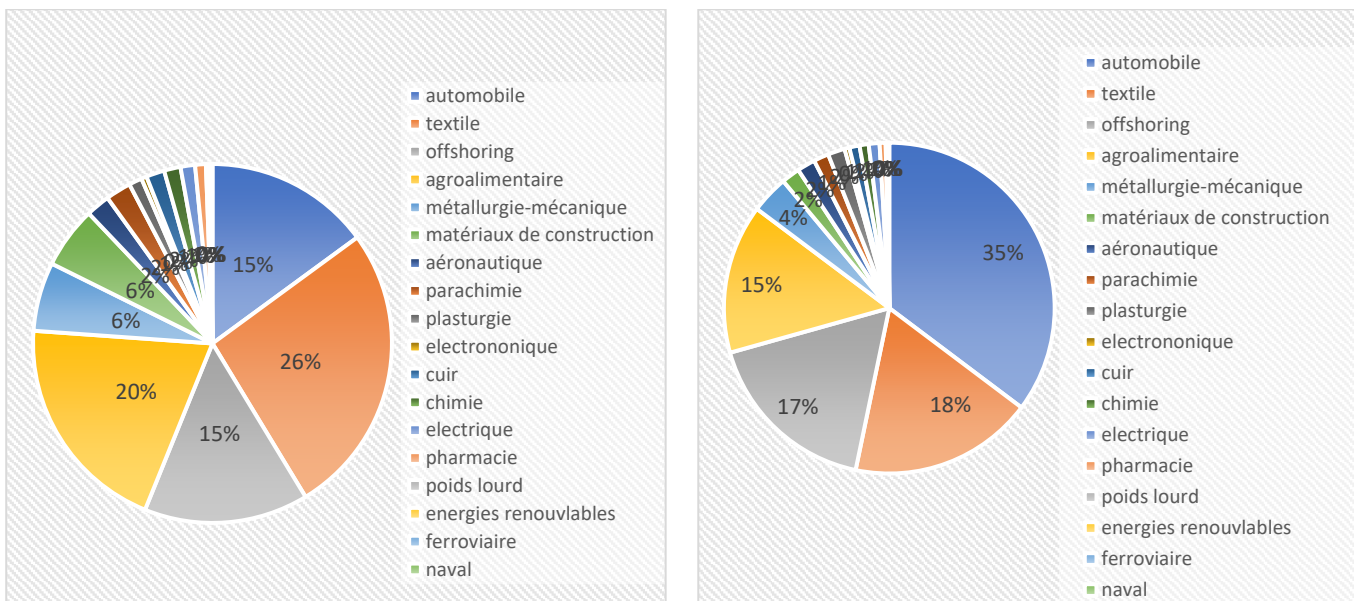
Figure 7 : Création d'emploi industriel par année 2014-2018



Source CNSS, réalisé par l'auteur

L'évolution des emplois a changé de rythme avec le lancement du plan d'accélération industrielle lancé en 2014 avec la création de 405 496 emplois sur la période de 2014-2018 soit 81% de l'objectif fixé par la stratégie industrielle. Le secteur automobile est responsable de 28% des emplois créés soit 116 611 entre 2014 et 2018, suivi de l'industrie du textile avec 79.300 emplois créés (19,6%), de l'offshoring (69.932, 17%), de l'agroalimentaire (63.198, 15,6%), de l'industrie métallurgique et mécanique (19.776, 5%), de l'industrie des matériaux de construction (11.302) et de l'aéronautique (8.636).

Figure 8 : Répartition des emplois créés par secteurs en 20... Figure 9 : Répartition des emplois créés par secteurs en 2018

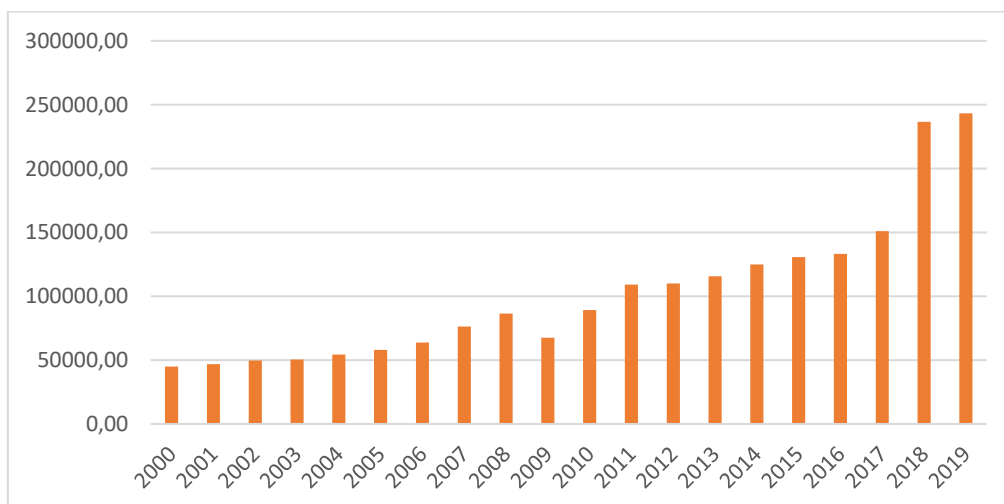


Source : CNSS, réalisé par l'auteur

4.2.5 Les exportations industrielles :

Selon les chiffres de l'office de change, les exportations industrielles au Maroc ont enregistré une croissance spectaculaire et soutenue tout au long de la période 2000-2019, à l'exception de la baisse constatée en 2009 à cause de la crise financière, les exportations industrielles ont atteint des records passant de 54 323 millions de dirhams en 2004 avant le lancement de la nouvelle politique industrielle à 243 264 millions de dirhams en 2019.

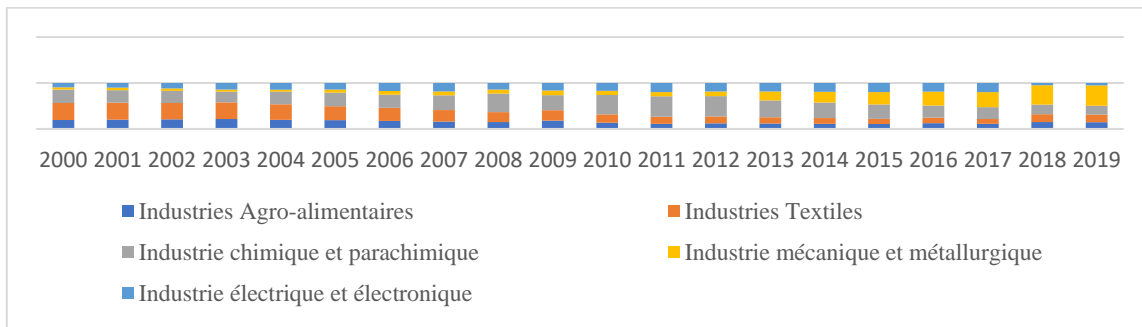
Figure 10 : Exportations industrielles en millions de dirhams 2000-2019



Source office de change, réalisé par l'auteur

L'accroissement sans précédent des exportations du secteur, s'explique par l'essor des métiers mondiaux du Maroc, notamment l'automobile et l'aéronautique qui ont réussi grâce aux chiffres positifs réalisés (5% de la part des exportations industrielles en 2000 à 44% en 2019) de compenser la baisse constatée sur d'autres activités tel le textile dont la part dans les exportations industrielles est passée de 37% en 2000 à 17% en 2019.

Figure 11 : Structure des exportations industrielles 2000-2019

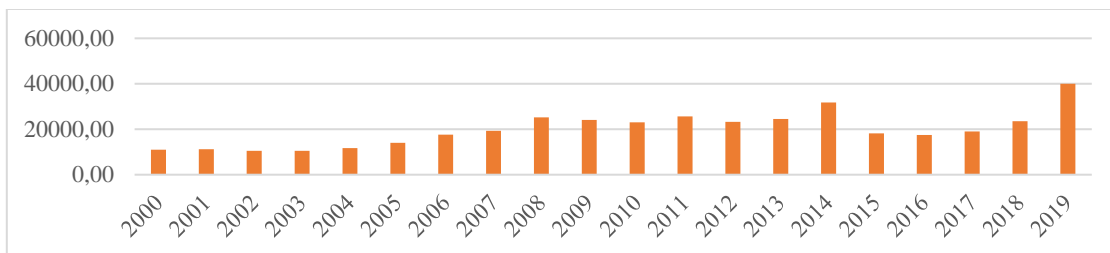


Source MIICEN, réalisé par l'auteur

La structure des exportations industrielles a beaucoup changé avec les nouvelles stratégies, le premier secteur exportateur en 2019 est l'industrie mécanique et métallurgique qui s'accapare de 44% du total des exportations suivies par l'industrie chimique et para chimique avec 19 %, puis l'industrie textiles avec 17%, suivi de l'industrie agro-alimentaire avec 15% et en dernière position l'industrie électrique et électronique avec 6%.

4.2.6 Les investissements industriels et les investissements directs étrangers : L'investissement dans le secteur industriel a dépassé les 39 milliards de dirhams en 2019 contre uniquement 11 milliards de dirhams en 2004, soit en hausse de 13,2%, en moyenne par an, depuis 2006. Les investissements réalisés contribuent avec 91% de la valeur exportée du secteur avec un chiffre d'affaire à l'export de 102 milliards de dirhams.

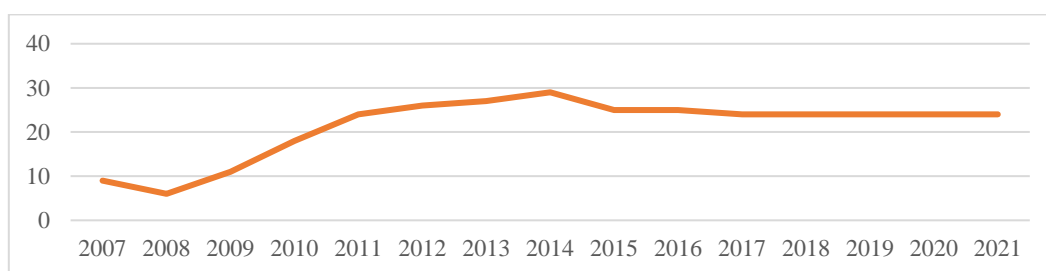
Figure 12 : Évolution de l'investissement industriel en millions de dirhams



Source MIICEN, réalisé par l'auteur

À partir de l'année 2012, Le secteur industriel est devenu le premier attracteur des investissements directs étrangers avec une part moyenne de 25 % dépassant ainsi les autres secteurs, avec la nouvelle politique des métiers mondiaux du Maroc l'industrie a atteint un montant record par une évolution soutenue passant de 9% du total des IDE à 24 % en 2020. De grands groupes ont choisi la destination Maroc pour ses opportunités de croissance et de développement : après Renault, Bombardier ou encore Safran, d'autres équipementiers de renom mondiaux ont suivi Eaton, Aerolia, Alcoa, Shandong, PSA Peugeot Citroën. Ces implantations témoignent du changement de positionnement du Royaume en tant que plateforme de production et d'échanges à l'ère de la nouvelle politique industrielle.

Figure 13 : Part du secteur industriel dans les investissements directs étrangers



Source MIICEN, réalisé par l'auteur

5. Conclusion :

Plus de soixante ans aujourd'hui que le Maroc multiplie les efforts pour bâtir une industrie forte et endogène, capable de mener une transformation structurelle pour un modèle de développement économique moins vulnérable et dépendant aux aléas climatiques et plus compétitifs à l'échelle internationale, dans ce sens plusieurs politiques industrielles ont été alternés traduisant des orientations et choix stratégiques différents passant du protectionnisme et la marocanisation à l'ouverture sur l'économie mondiale par la promotion des exportations et l'attractions des investissements directs. Après l'échec rencontré avec les deux premières politiques à savoir la substitution aux importations et la promotion des exportations dans l'atteinte de l'objectif tracé pour le secteur industriel comme moteur de croissance et changement. Le Maroc va opter en 2005 pour une nouvelle approche de politique industrielle axée sur l'accompagnement du secteur privé, dans de nouvelles spécialisations à l'exportation intitulées : Métiers Mondiaux du Maroc par le lancement du plan d'émergence I et le pacte qui vont être complétés par le plan d'accélération industrielle axé sur les écosystèmes. L'analyse des indicateurs de compétitivité de l'industrie marocaine sur cette période 2005-2020 a permis de constater que malgré que les objectifs tracés n'ont pas été atteints à 100% (en termes de part du PIB industriel dans le PIB national et création d'emplois..), le secteur a connu une dynamique non négligeable notamment avec la croissance positive enregistrée sur cette période au niveau de la production industrielle, les exportations, la valeur ajoutée, la création d'emploi et l'attraction des investissements directs étrangers. L'analyse des branches d'activités montre que ce progrès a été conduit principalement par la performance réalisée dans certains secteurs qui compensait les résultats négatifs des autres branches, ce qui témoigne de l'échec du pays à créer une spécialisation compétitive lui permettant l'accès aux chaînes de valeur mondiale dans tous les secteurs choisis (MMM) dans le PAI, à l'exception de l'automobile et l'aéronautique. D'un autre côté malgré les résultats relativement positifs réalisés dans le cadre de la nouvelle politique industrielle, la conjoncture internationale défavorable et instable, notamment avec la crise sanitaire du Covid 19 puis le conflit russo-ukrainien a exposé l'économie nationale à une multitude de défis, d'un côté la hausse des prix de produits importés et son impact sur l'élargissement du solde commercial qui a affiché un déficit de 199 milliards de dirhams en 2021 et d'un autre côté la perturbation des chaînes de valeur mondiales qui ont remis à l'ordre du jour la question de la souveraineté industrielle partout dans le monde et au Maroc par conséquent. Face à ces défis la politique d'ouverture et intégration des chaînes de valeur mondiales par les métiers mondiaux du Maroc a été remise en cause et la question de substitution aux importations est revenue sur table notamment avec le Plan de Relance Industriel (PRI) lancé en 2020. Pour conclure nous pouvons dire que malgré la variété des politiques industrielles alternées depuis l'indépendance, le Maroc n'a pas encore réussi à réaliser le réel essor du secteur industriel qui va lui permettre de mobiliser son potentiel compétitif à 100% et trouver le modèle industriel adéquat pour surmonter les entraves traditionnelles inhérentes à son développement, notamment les vulnérabilités transversales et institutionnelles qui entravent la transformation structurelle de son économie. Une situation qui peut être imputable à un problème de pertinence, d'efficacité ou autre.

Références

- (1). Ambroziak A. A. (2017), Review of the literature on the theory of industrial policy, The New Industrial Policy of the European Union, Springer, Cham., p. 3-38.
- (2). B. BELLON et J. NIOSI, « les mutations de l'action industrielle de l'état », 1995. p 16
- (3). Barwick P. J., Kalouptsidi M. et Zahur N.B. (2019), China's industrial policy: An empirical evaluation , NBER, n° w26075

- (4). BELLON, B. (1986), *l'interventionnisme libéral ; la politique industrielle de l'État fédéral américain*. Ed, Economica, Paris : 1986
- (5). BELLON, B. et NIOSI. (1995). *Les mutations de l'action industrielle de l'Etat*, Revue d'Economie Industrielle, No. 71, pp. 9-16.
- (6). Cohen E. et Lorenzi J. H. (2000), *Politiques industrielles pour l'Europe*. Paris, La documentation française
- (7). El MOKRI K. (2016). *Le défi de la transformation économique structurelle : une analyse par la complexité économique* .
- (8). Fontagné L. Mohnen P. et Wolff G. (2014), *Pas d'industrie, pas d'avenir ?* , Notes du conseil d'analyse économique, (3), p. 1-12.
- (9). Graham O. L. (1994), *Losing time: The Industrial Policy Debate* (Vol. 8), Harvard University Press.
- (10). Jaidi.L (1992). *L'industrialisation de l'économie marocaine : acquis réels et modalités d'une remise en cause* . LE MAROC ACTUEL Editions du CNRS, Paris 1992
- (11). Lane N. (2020), *The New Empirics of Industrial Policy* , Journal of Industry, Competition and Trade, p. 1-26
- (12). LECTARD, P, Piveteau, A (2015). *Les voies inattendues de l'industrialisation tardive: variété des profils exportateurs et discontinuité du changement structurel en Asie de l'Est*, p.14
- (13). MARZAK M, GHOUFRANE A, BOUBRAHIMI N , DIANI A 2014 *Industrialisation et compétitivité globale du Maroc* . Institut royal des études stratégiques IRES
- (14). MORVAN, Y. (1980), *Fondements d'économie industrielle* . Ed, Economica, Paris : 1980
- (15). Pack H. et Saggi K. (2006), *The case for industrial policy: a critical survey* , The World Bank.
- (16). Pack H. (2000), *Industrial policy: Growth elixir or poison?* , World Bank Research Observer, 15(1), p. 47- 67.
- (17). Piveteau A. et Rougier É. (2011), « *Le retour en trompe l'œil de la politique industrielle* », Revue Tiers Monde, (4), p. 177-192.
- (18). Piveteau A (2018), *Au Maroc, l'épreuve politique d'une industrialisation importée* . Afrique contemporaine 2018/2 (N° 266), p 75 à 96
- (19). RAINELLI, M. (1998), «*économie industrielle*». Ed. DALLOZ, Paris, 1998
- (20). Rodrik D. (2004), *Industrial policy for the twenty-first century*, manuscript prepared for UNIDO.
- (21). RODRIK, D. (2008), *Normalizing industrial Policy*, World Bank, Commission on Growth and Development.
- (22). Stiglitz J. E., Lin J. Y. et Monga C. (2013), *The rejuvenation of industrial policy*, The World Bank
- (23). Thibault G. (2008), *Quelle stratégie industrielle pour la France face à la mondialisation ?* Éditions Technip.
- (24). Warwick K. (2013), *Beyond Industrial Policy: Emerging Issues and New Trends* , OECD Science, Technology and Industry Policy Papers, n° 2, Paris, Publications de l'OCDE.